

# BIENVENUE AU «VILLA



# GE GLOBAL»

Rue Takeshita, Tokyo, 13 juillet 2010.  
PHOTO: JAKUB HALUN



Suprématie américaine, montée des «pays émergents», développement des services sont les principales caractéristiques du système économique mondialisé qui s'est mis en place à la suite de la disparition du monde bipolaire

Dans les années 1990, les démographes se sont rendu compte que leurs prédictions concernant l'évolution de la population mondiale étaient fausses. La cause? Le malthusianisme de la pauvreté

Avec l'effondrement de l'Empire soviétique et la fin de la Guerre froide, l'économie mondiale s'est accélérée, ce qui s'est traduit par une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Juste au moment où l'on cherchait à les limiter

# DU MONDE BIPOLAIRE À L'ÉCONOMIE GLOBALISÉE

**Suprématie américaine, montée des «pays émergents», développement des services sont les principales caractéristiques du système économique mondialisé qui s'est mis en place suite à la disparition du monde bipolaire**

La chute du mur de Berlin fut d'abord un immense choc politique. Mais la fin du monde bipolaire mérite aussi sa place dans les livres d'histoire économique. Elle marque en effet l'entrée dans une nouvelle ère: celle de la mondialisation. Une période marquée par une expansion des liens d'interdépendance et des échanges commerciaux entre les nations, le développement des services – et en particulier des services financiers –, l'apparition de «pays émergents» et, surtout, la confirmation de l'écrasante suprématie américaine. Explications avec Youssef Cassis, directeur du Département d'histoire économique (Faculté des sciences économiques et sociales).

## LA FIN DES «TRENTE GLORIEUSES»

Les processus économiques étant par nature progressifs et donc difficiles à dater précisément, pour comprendre l'évolution suivie par l'économie mondiale au cours de ces vingt dernières années, il faut remonter un peu sur l'échelle du temps. «Les vingt dernières années sont la culmination de processus qui se sont engagés au cours des années 1970 déjà et qui ont largement contribué à transformer la configuration de l'économie mondiale», explique Youssef Cassis.

Le premier de ces éléments, c'est la fin de ce que l'on appelle souvent les «Trente Glorieuses», c'est-à-dire la période de forte croissance économique qu'a connue, entre 1947 et 1974, une grande majorité des pays développés. A partir du milieu des années 1970, en effet, avec le premier choc pétrolier, qui voit les tarifs de «l'or noir» brutalement quadrupler, la croissance se ralentit durablement, passant d'une fourchette de 4 à 6% à une moyenne de 2,5 à 3%.

A peu près au même moment, la fin du système de Bretton-Woods constitue un autre tournant important. Conclue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Accords de Bretton-Woods instituent une nouvelle

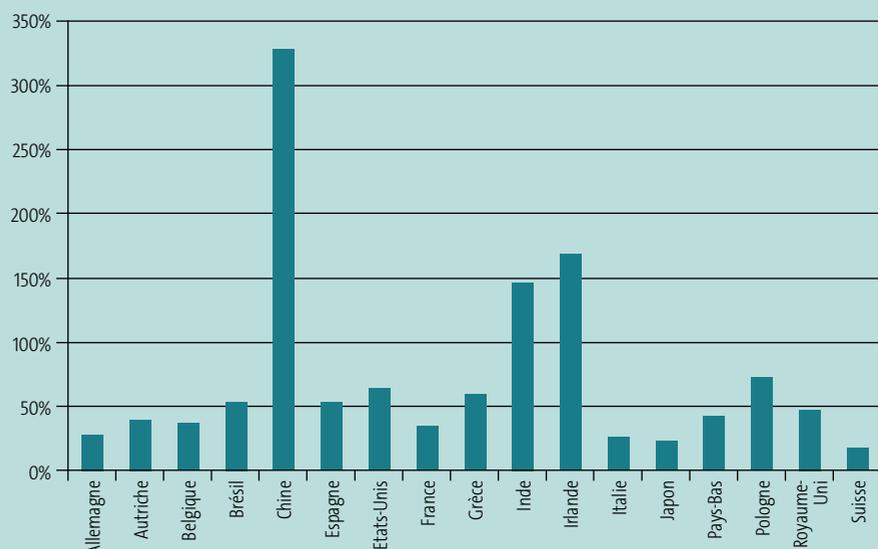
organisation monétaire mondiale: toutes les monnaies sont définies en dollar, la valeur du dollar étant la seule à être rattachée à l'or. Or, en août 1971, les Etats-Unis décident de suspendre la convertibilité de leur monnaie nationale en or. Deux ans plus tard, c'est tout le système qui vole en éclats avec l'écroulement des taux de change fixes. Dès lors, les taux de change des devises s'établissent en fonction des forces du marché uniquement. «Cette évolution s'est traduite par une réouverture des économies nationales et un développement des mouvements internationaux de capitaux», analyse Youssef Cassis. Deux éléments qui préfigurent le processus de globalisation qu'on voit se mettre en place dès le début des années 1980, et

qui va prendre son envol dans le courant des années 1990.»

Troisième élément à prendre en compte: l'influence grandissante de l'idéologie néolibérale, marquée notamment par l'élection de leaders conservateurs tels que Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux Etats-Unis. Deux personnalités prônant une libéralisation et une déréglementation toujours plus poussées de l'économie. Conception qui est devenue ultra-dominante après 1990.

«Suite à la chute du Mur, on constate un recul général du modèle capitaliste "germano-japonais", dans lequel les relations entre les banques et l'industrie, ainsi que le rôle de régulateur de l'Etat

## Evolution du PIB mondial entre 1990 et 2006\*



Source: Fonds monétaire international

\* en %, à prix constants



New York Stock Exchange, 28 novembre 2009.

tiennent une place centrale, complète Youssef Cassis. Jusque-là, compte tenu des succès remportés depuis les années 1950, les économies allemande et japonaise suscitaient une certaine admiration. Mais la coûteuse réunification de l'Allemagne et l'entrée du Japon dans une longue période de récession, dont le pays n'est toujours pas sorti aujourd'hui, ont considérablement réduit le crédit dont jouissait l'économie de ces deux Etats.»

#### BONUS ET DÉLOCALISATIONS

Conséquence: l'idée que le système économique doit être essentiellement basé sur les résultats des marchés boursiers s'impose un peu partout. On constate dès lors une très forte augmentation des mouvements de capitaux internationaux et une multiplication des offres de rachat hostiles. Permettant d'obtenir une meilleure cotation, les licenciements explosent également, de même que les délocalisations. Du côté des dirigeants, les bonus atteignent des sommes de plus en plus faramineuses, ce qui contribue à creuser l'écart avec la moyenne des salariés.

Ce changement de paradigme est encore accentué par ce que l'on appelle souvent la troisième révolution industrielle. A partir des années 1990, les économies avancées se

muent en effet en sociétés post-industrielles dans lesquelles ce sont les services – et en particulier les services financiers – qui connaissent les plus forts taux de croissance. Les industries qui ont longtemps été dominantes, comme l'automobile, l'acier ou la chimie lourde, sont ainsi progressivement délocalisées dans des zones moins prospères du globe, tandis que les technologies de l'information et les biotechnologies deviennent les nouveaux secteurs de pointe.

Le phénomène contribue largement au développement des pays dits «émergents», dont il est de plus en plus souvent question depuis 2000. Le terme de BRIC (pour Brésil, Russie, Inde, Chine) a d'ailleurs été forgé en 2001 par Jim O'Neil, alors chef économiste chez Goldman Sachs, pour désigner les pays qui semblent destinés à devenir de grandes puissances économiques.

#### LES ÉTATS-UNIS CREUSENT L'ÉCART

Cependant, même si la Chine, par exemple, peut aujourd'hui se targuer d'un PIB supérieur à celui de la France ou de l'Allemagne, ce sont les Etats-Unis qui restent les grands bénéficiaires des changements intervenus depuis la fin de la Guerre froide.

Dopée par l'émergence des nouveaux marchés que constituent les nouvelles technologies et les produits financiers, domaines dans lesquels elle s'est rapidement imposée comme leader, l'économie américaine sort de la récession au début des années 1990. Elle renoue alors, et pour plusieurs années, avec une croissance qui dépasse de loin celle de ses concurrents européens. «Alors que l'écart s'était quelque peu réduit durant les Trente Glorieuses, les Etats-Unis n'ont cessé de consolider leur avance au cours des deux dernières décennies», confirme Youssef Cassis.

Selon les données du Fonds monétaire international, les Etats-Unis produiraient ainsi aujourd'hui près de 20% de toutes les richesses de la planète. Et le PIB du pays, qui a augmenté de 32% entre 2000 et 2008, équivalait à celui des sept autres Etats du G8: Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie.

«Les conséquences de la crise financière de 2007 sont encore difficiles à estimer, conclut Youssef Cassis. Si la situation n'empire pas, les Etats-Unis en sortiront affaiblis, mais cela ne suffira pas à remettre en cause leur leadership sur l'économie mondiale. Le passage de témoin n'est donc pas pour demain.» ■

# LES PAUVRES FONT COURBER LA DÉMOGRAPHIE

Les années 1990 représentent un changement radical dans la compréhension de la démographie mondiale. Elles sont marquées par la Conférence mondiale sur la population qui s'est tenue au Caire et la découverte d'un phénomène inattendu, le «malthusianisme de la pauvreté»

Jusqu'aux années 1980, les démographes prédisaient que la planète compterait 7 milliards d'individus en l'an 2000. Or, nous n'étions «que» 6 milliards au tournant du millénaire. Comment une telle erreur a-t-elle pu se produire? «*Cette différence est due à un phénomène totalement inattendu: le malthusianisme de la pauvreté*», explique Michel Oris, professeur au Centre interfacultaire de gérontologie et au Département de sociologie (Faculté des sciences économiques et sociales). *Dans les régions pauvres du monde, des centaines de millions de personnes ont diminué leur fécondité de leur propre initiative. Le phénomène a probablement commencé dans les années 1980, mais nous ne nous en sommes rendu compte qu'au milieu des années 1990.*»

## CHANGER LE FUTUR

Du coup, le futur a changé. Car si la population mondiale, qui atteindra cette année les 7 milliards d'individus, continue d'augmenter (les femmes ont en moyenne 2,52 enfants, le taux minimum de renouvellement d'une population étant de 2,1 enfants par femme), le rythme de cette croissance diminue depuis trente ans environ. Et si la tendance se poursuit, les démographes prédisent que le nombre d'habitants de la Terre plafonnera à 9,5 milliards d'ici à cinquante ans.

Cette vision relativement «durable» de l'évolution de l'humanité tranche avec celle qui prévalait jusqu'il y a vingt ans et qui était marquée par la peur d'une surpopulation catastrophique. Thomas Robert Malthus, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, considérait déjà qu'il fallait réduire la fécondité pour éviter d'épuiser des ressources qui sont limitées. La Révolution industrielle a temporairement rendu obsolètes les craintes du pasteur anglican. Mais l'explosion démographique du tiers-monde

après 1945 les a remis au goût du jour. Les craintes de famines massives en Inde, prédites par le sociologue américain Kingsley Davis, mais qui ne se sont jamais produites, et d'autres disettes qui, elles, se sont réalisées en Afrique, ont alimenté la peur de la surpopulation. Le livre catastrophiste de l'Américain Paul R. Ehrlich, *The Population Bomb* en 1968, n'a fait qu'accentuer ce sentiment.

C'est alors que des programmes antinatalistes, parfois brutaux, ont émergé. Des



Etat du Kerala, Inde, 21 avril 2010.

stérilisations forcées, en violation des droits humains, ont ainsi eu lieu massivement en Amérique latine et en Asie, particulièrement en Inde et en Chine. Ces pratiques, soutenues au moins implicitement par les organisations internationales, étaient basées sur l'idée malthusienne selon laquelle les sociétés pauvres – dans lesquelles les enfants constituent une sorte de «bâton de vieillesse» – sont incapables de prendre en charge leur fécondité.

«La réalité a montré que cette vision est fautive, note Michel Oris. Dans les années 1980, le comportement des paysans et des habitants des bidonvilles s'est en effet mis à changer. Ces populations ont continué à se marier à un jeune âge et à faire très vite des enfants, mais il est apparu une limite au-delà de laquelle un enfant supplémentaire ne représentait plus une promesse de retour, mais une bouche de trop à nourrir.»

#### L'OFFRE ET LA DEMANDE

Or, au cours des décennies antérieures, les gouvernements concernés avaient mis en place une infrastructure importante pour le contrôle des naissances, incluant la possibilité de se faire stériliser gratuitement. Tout à coup, cette offre a rencontré une demande. «Se méprenant, certains scientifiques occidentaux se sont d'abord outragés devant ce qu'ils pensaient être le retour des stérilisations forcées, souligne Michel Oris. Mais petit à petit, ils se sont aperçus qu'il s'agissait d'actes "volontaires". Majoritairement accomplis par des femmes, ce phénomène a été observé dans un très grand nombre de pays, qu'ils soient dictatoriaux ou démocratiques.»

Un des moteurs de ce malthusianisme de la pauvreté est probablement le passage, sous l'influence de la mondialisation, d'une agriculture de subsistance à une agriculture spéculative. Traditionnellement, le paysan pauvre cultive de quoi subvenir aux besoins

«Il est apparu une limite au-delà de laquelle un enfant supplémentaire n'est plus une promesse de retour, mais une bouche de trop à nourrir»

de sa famille. Les mauvaises années, il reçoit, si besoin, de l'aide internationale pour joindre les deux bouts. Les bonnes, il vend le surplus de sa récolte. Mais depuis vingt ans, le même paysan consacre de plus en plus souvent ses terres à une culture unique dont il vend les fruits sur le marché national ou international. Et c'est avec cet argent qu'il nourrit sa famille.

«Ces populations s'en sortent mieux, en général, mais elles deviennent aussi plus vulnérables, explique Michel Oris. Si le prix de la tomate est élevé, par exemple, tout va bien pour le cultivateur des rives du fleuve Sénégal qui en a fait sa spécialité. Mais s'il baisse, le même cultivateur risque la famine. Idem lorsque le prix des aliments de base,

que le paysan est désormais obligé d'acheter, explose.» C'est précisément ce qui s'est produit durant les «émeutes de la faim» qui ont touché un grand nombre de pays du Sud en 2008, après que les prix des produits alimentaires eurent brusquement augmenté.

#### CHANGEMENT DE PARADIGME

En même temps que le malthusianisme de la pauvreté, un autre événement a marqué la science de la démographie au début des années 1990. C'est la Conférence internationale des Nations unies sur la population et le développement qui s'est tenue au Caire en 1994. Les conclusions de ce sommet ont en effet durablement influencé l'action internationale, notamment en ce qui concerne le contrôle des naissances. Avant cette date, l'approche des pays occidentaux consistait principalement à imposer leur mode de vie aux populations des pays pauvres, sans égard pour leur système de croyances et de pensée.

Au Caire, les gouvernements ont élaboré un nouveau paradigme, celui de la «santé reproductive». Il vise à rompre avec les stérilisations forcées en s'efforçant de répondre aux besoins réels des populations, et en premier lieu des femmes (car c'est d'elles qu'il s'agit avant tout). En bref, si l'une d'elles demande un moyen de contraception, il faut le lui fournir, mais si elle désire être soignée contre un problème d'infertilité qui risque de lui attirer la répudiation de son mari par exemple, il faut l'aider également. «La logique qui prévaut maintenant est l'"empowerment" des femmes, précise Michel Oris. Les mœurs des organisations internationales et des gouvernements ont totalement changé. L'Inde, par exemple, a recomposé sa politique à la suite de cette conférence. Et comme ce pays compte plus d'un milliard d'habitants, cela s'est rapidement vu dans les statistiques.» ■

# LA CHUTE DU MUR A FAIT MONTER LA TEMPÉRATURE

**Avec l'effondrement de l'Empire soviétique et la fin de la Guerre froide, l'économie mondiale s'est accélérée, ce qui s'est traduit par une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Juste au moment où l'on voulait les limiter**

Du point de vue climatologique, la chute du mur de Berlin et ses multiples répliques politiques présentent un bilan global plutôt négatif. La fin de la Guerre froide a en effet permis de libérer des ressources jusque-là consacrées à l'effort militaire. «Dès le début des années 1990, l'économie mondiale s'accélère, résume Martin Beniston, directeur de l'Institut des sciences de l'environnement. *L'industrie se développe, les nouvelles technologies explosent, Internet se répand... Tout cela a un prix. Sur le plan écologique, cette croissance se traduit par une augmentation sensible des émissions de gaz à effet de serre. Et ce précisément au moment où l'on commence à réfléchir sur les moyens visant à les faire baisser à l'échelle mondiale.*»

C'est en effet en 1988 qu'est créé le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Cette initiative est due à l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) et au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Les deux agences décident à la fin des années 1980, après plusieurs études scientifiques alarmantes, d'en savoir un peu plus sur le système complexe que forme le climat. Et particulièrement sur le lien avec ces gaz à effet de serre que l'on ne cesse de rejeter dans l'atmosphère, essentiellement à cause de la combustion des énergies fossiles, et dont on suspecte qu'ils pourraient provoquer, à terme, un réchauffement global désastreux.

## HYPOTHÈSE ANCIENNE

Pour les scientifiques, ce lien de cause à effet est une hypothèse ancienne. Précurseur en la matière, le Suédois Svante Arrhenius, Prix Nobel de chimie en 1903, avait déjà prédit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qu'un doublement de la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère entraînerait une augmentation de la température globale de l'ordre de 4° C. «Un calcul remarquable puisqu'un siècle plus tard les

*meilleures estimations se situent toujours autour de cette valeur*», note Martin Beniston.

Le mandat du GIEC consiste à rédiger des rapports sur le système climatique, son évolution, les causes et les impacts d'éventuels changements, etc. Pour ce faire, ils compilent les connaissances acquises par les chercheurs du monde entier concernant la problématique du climat. Ces documents, de plus en plus étoffés, servent de matériel de base à plusieurs conférences internationales, dont notamment le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 et la conférence qui a abouti au Protocole de Kyoto en 1997. Pierre angulaire de la stratégie mondiale de lutte contre les gaz à effet de serre,

fruit d'après négociations internationales, cet accord oblige les pays industrialisés qui le ratifient à réduire d'ici à 2012 leurs émissions de 8% par rapport à celles de l'année 1990.

«Le problème, c'est que certains pays ont, entre-temps, connu une croissance importante qui s'est traduite par une augmentation de leurs émissions de gaz à effet de serre», précise Martin Beniston qui a codirigé un groupe de travail au sein du GIEC entre 1993 et 1997. *Pour tenir leurs engagements, ces Etats devraient ajouter à la diminution demandée par l'accord une baisse supplémentaire au moins aussi importante. Un défi quasi impossible à relever, notamment pour les Etats-Unis qui sont le seul pays industrialisé à ne pas avoir ratifié le Protocole de Kyoto.*» Aujourd'hui, les Etats-Unis ont augmenté leurs émissions de CO<sub>2</sub> de plus de 15% par rapport à 1990.

## L'ÉCHEC DE COPENHAGUE

Aujourd'hui, malgré les efforts de nombreux Etats, dont ceux de l'Union européenne, tout le monde s'accorde à dire que les objectifs du Protocole de Kyoto ne seront pas atteints en 2012. De plus, des pays «en transition» comme la Chine, devenue le plus grand producteur de CO<sub>2</sub> du monde, ainsi que l'Inde et le Brésil, qui montent inexorablement dans ce classement, ne sont pas liés par cet accord international, ce qui complique encore la donne. Preuve en est l'échec des négociations lors de la dernière Conférence sur les changements climatiques à Copenhague en 2009.

La Suisse, qui ne contribue que de manière minime aux rejets de gaz à effet de serre à l'échelle de la planète, a longtemps joué le rôle de leader en matière de politique environnementale. Mais, pour Martin Beniston, elle est en train de perdre sa place de premier de classe. «Au moment de la création du GIEC, la Suisse en était en effet le deuxième bailleur de fonds, après les Etats-Unis, relève-t-il. Cet exemple et bien d'autres montrent qu'à l'époque les questions

## Le paradoxe de l'Est

Paradoxalement, la chute du Mur a aidé certains pays à atteindre plus vite que prévu leurs objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre. C'est le cas notable de l'Allemagne. L'industrie de la RDA a en effet périclité dès l'ouverture de la frontière en 1989, entraînant par la même occasion une baisse importante de ses émissions au cours des années 1990. Grâce à la Réunification, entrée en vigueur en octobre 1990, le nouvel Etat a pu se targuer de présenter une diminution de ses rejets de gaz dépassant largement ses engagements individuels. De nombreux pays de l'Est ainsi que la Russie, dont l'industrie s'est également effondrée au cours des années 1990, ont vécu une évolution comparable. Cela dit, l'Europe des Vingt-Sept a, depuis, corrigé le tir et mis en place une répartition plus équitable de l'effort entre les pays membres.

1990  
2010

## Un climat de plus en plus «anthropique»

Au cours des vingt dernières années, les connaissances sur le climat ont enregistré une véritable explosion. Les contributions des différents facteurs naturels et anthropiques (liées aux activités humaines) sont de mieux en mieux connues, le passé du climat aussi et, du coup, les modèles de simulation informatiques deviennent très précis. L'évolution du climat vers un réchauffement global au cours des prochaines décennies laisse de moins en moins la place au doute.

Les experts du GIEC, quand ils ont commencé leurs travaux, soupçonnaient fortement l'activité humaine d'exercer une influence sur le climat. C'était en tout cas leur hypothèse de départ. Mais il a fallu beaucoup de temps et de recherche pour quantifier cet effet. L'acquisition progressive de cette connaissance se traduit par un glissement sémantique que l'on peut remarquer dans les conclusions des rapports successifs du GIEC.

Dans celui de 1995, qui a servi aux négociations ayant abouti au Protocole de Kyoto, il était question d'un «faisceau d'éléments suggérant qu'il y a une influence discernable de l'homme sur le climat global». Dans le rapport de synthèse de 2001, on peut lire que «des preuves plus récentes et plus concluantes permettent de dire que la majeure partie du réchauffement observé au cours des cinquante dernières années est due aux activités humaines».

En 2007, on entre dans les détails. Le rapport affirme que «le réchauffement du système climatique est sans équivoque» et que, «grâce aux progrès accomplis depuis [six ans], il est possible de déceler l'incidence des activités humaines sur différents aspects du climat, outre la température moyenne». Et les experts de préciser: «Les activités humaines ont très probablement [probabilité supérieure à 90%, ndlr] contribué à l'élévation du niveau de la mer au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle; probablement [probabilité supérieure à 66%, ndlr] concouru au changement de la configuration des vents, qui a modifié la trajectoire des tempêtes extratropicales et le régime des températures; probablement entraîné une élévation de la température des nuits extrêmement chaudes et froides et diminué le nombre de jours extrêmement froids; et sans doute accru les risques de vagues de chaleur, la progression de la sécheresse depuis les années 1970 et la fréquence des épisodes de fortes précipitations.»

Le lien entre l'émission de gaz carbonique et le réchauffement a été proposé au XIX<sup>e</sup> siècle déjà. PHOTO: ISTOCK

environnementales se plaçaient très haut dans la liste des préoccupations des politiciens et du public. Depuis, nos voisins européens ont largement rattrapé leur retard, et plutôt que de continuer à œuvrer en tant que pionnière, la Suisse se contente de calquer sa politique environnementale sur celle de l'Union européenne. C'est d'autant plus regrettable que ce pays ne possède pas de lobby important dans le domaine pétrolier ou automobile.»

Autre regret: les nations riches dans leur ensemble ont manqué l'occasion de transformer profondément leur industrie au moment des chocs pétroliers des années 1970. Si elles avaient mis en place à cette époque des mesures importantes visant à préserver l'environnement – auxquelles de nombreuses personnes réfléchissaient déjà –, elles auraient économisé énormément d'argent. «Un seul exemple: en isolant parfaitement les bâtiments, on diminuerait de 60% les émissions dans les villes

européennes, estime Martin Beniston. Si nous l'avions fait à l'époque, cela nous aurait coûté vraiment moins cher.»

Malgré tout, la situation est meilleure aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Le monde politique est nettement plus sensibilisé aux questions environnementales – malgré un scepticisme résiduel. Certains pays, comme la Suède ou le Danemark, ont démontré qu'il est possible de découpler croissance économique et émissions de gaz à effet de serre – un lien pourtant incontournable dans la tête de nombreux économistes pour qui croissance va de pair avec l'utilisation des ressources, notamment énergétiques. De nombreux progrès techniques ont été accomplis et la situation évolue dans le bon sens, même si cela ne va pas assez vite. «Il a fallu une génération pour parvenir à ce point, conclut Martin Beniston. Espérons qu'il n'en faille pas une deuxième pour amorcer le virage vert.» ■